

Conseil des ministres - Projet de loi
- Accord entre la France et la
Région administrative spéciale de
Hong Kong relatif à la remise des
personnes poursuivies ou
condamnées
(Paris, 21 novembre 2018)

Le ministre de l'Europe et des affaires étrangères a présenté un projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la Région administrative spéciale de Hong Kong de la République populaire de Chine relatif à la remise de personnes poursuivies ou condamnées.

Cet accord a été signé le 4 mai 2017. Il énonce l'engagement de principe des parties de se livrer réciproquement les personnes qui, se trouvant sur le territoire de l'une d'elles, sont recherchées soit pour l'exercice de poursuites pénales, soit pour l'imposition ou l'exécution d'une peine prononcée par les autorités judiciaires de l'autre partie pour une infraction donnant lieu à remise.

L'objectif est d'établir une coopération plus efficace entre la France et la Région administrative spéciale de Hong Kong de la République populaire de Chine en vue de lutter contre la criminalité et l'impunité.

Ce texte vient ainsi compléter les conventions déjà conclues avec la Région administrative spéciale de Hong Kong de la République populaire de Chine dans le domaine judiciaire, après l'entraide judiciaire en matière pénale (convention signée à Hong Kong le 25 juin 1997 et publiée par le décret n°99-846 du 30 septembre 1999) et le transfèrement des personnes condamnées (accord signé à Paris le 9 novembre 2006 et publié par le décret n°2009-815 du 1er juillet 2009)/.